



POINT DE VUE DE CHARLES GAVE*

Il est de bon ton de rendre responsables de tous nos malheurs la mondialisation, l'ultra-libéralisme, l'avidité des financiers ou des banquiers.

Les vrais responsables de tous nos maux

Comme les lecteurs s'en sont sans aucun doute rendu compte, les marchés financiers depuis plus de dix ans ont été quelque peu... difficiles. Les crises ont succédé aux crises, les crashes aux crashes, et bien sûr il est de bon ton de rendre responsables de tous ces malheurs la mondialisation, l'ultra-libéralisme, l'avidité des financiers ou des banquiers. Bref, comme dans tous les temps difficiles, la recherche du bouc émissaire bat son plein. A mon humble avis, toutes ces excuses ne valent pas tripette. Nous sommes dans une situation difficile parce que nos hommes politiques nous y ont collé alors que personne ne leur demandait rien. Ces braves gens ont décidé que les investissements dans le monde devaient non pas suivre la rentabilité marginale du capital investi, comme cela avait été le cas de 1980 à 2000, mais les directions obligatoires que dans leur grande sagesse ils savaient être les bonnes.

Les Chinois ont décidé de suivre une politique mercantiliste en sous-évaluant systématiquement leur monnaie. Le capital là-bas est donc investi non pas en fonction de la rentabilité du capital dans une économie libre mais en suivant un « faux prix » (le taux de change est anormalement bas). Tout le monde sait que cette politique n'est pas durable et entraîne de graves déséquilibres à l'échelle du monde. Pour assurer le succès de cette brillante idée, les dirigeants chinois pratiquent inévitablement le contrôle des changes et empêchent donc leurs citoyens d'investir à l'étranger les surplus que leur travail a engendrés, ce qui déclenche l'inflation et la spéculation immobilière chez eux. On se croirait en France en 1981.

Jamais les sociétés industrielles ou commerciales n'ont été aussi bien gérées et profitables

Les Européens pour ne pas être en reste ont créé un monstre financier sous le beau nom d'euro. Ce « machin », comme aurait dit de Gaulle, va nous conduire à la faillite de certains Etats lorsque l'Allemagne, selon une tradition bien établie, ne voudra plus payer.

Aux Etats-Unis, les keynésiens, qui avaient disparu de la scène après les désastres qu'ils avaient créés dans les années 1970, sont revenus au pouvoir et expliquent à qui veut les entendre que la solution pour les Etats-Unis est de ruiner les épargnants en maintenant des taux réels négatifs, d'appauvrir le consommateur en faisant baisser la monnaie et de créer de la richesse en faisant croître le poids de l'Etat dans l'économie (la base philosophique de toute bonne politique keynésienne), ce qui, là encore, n'incite personne à investir ou à embaucher à la grande surprise des économistes en particulier français, convertis depuis longtemps à la religion étatique qui les nourrit.

Cette description est un peu inquiétante, aussi, pour ne pas désespérer non pas Billancourt mais la mythique veuve de Carpentras, je me dois de signaler quand même trois très bonnes nouvelles. La première, comme je ne cesse de le répéter, c'est que parallèlement à ce désastre étatique, jamais les sociétés industrielles ou commerciales n'ont été aussi bien gérées et profitables. La deuxième, c'est que nous arrivons à la fin de ce que j'ai appelé le « social-clientélisme ». Ce qui veut dire que nous avons devant nous non pas une crise économique mais une crise des Etats, ce qui n'est pas du tout la même chose et ce qui va les forcer à se réformer comme l'avait fait la Grande-Bretagne de Mrs Thatcher, la Suède après sa faillite de 1992, le Canada après 1994, la France sous Pinay, il y a hélas bien trop longtemps déjà. La troisième, c'est que tous ces blocages vont sauter un jour ou l'autre et que, quand ils sauteront, ce sera une bonne nouvelle et non pas une mauvaise. La stratégie d'investissement que je préconise est donc fort simple et n'a pas bougé depuis plusieurs trimestres :

1. Acheter les sociétés à cash-flow positif qui ne dépendent pas pour leurs chiffres d'affaires de l'un ou l'autre des Etats endettés.
2. Mettre des limites stupides (à l'achat) sur ces valeurs, en espérant que dans une panique elles seront touchées. Les conserver précieusement ensuite puisqu'elles ont une valeur intrinsèque, ce qui n'est pas le cas du reste.
3. N'avoir aucune obligation d'Etat à l'intérieur de l'euro, sauf allemande : qu'est-ce que vaut une obligation émise dans une monnaie qui ne devrait pas exister par un Etat qui a vocation à faire faillite ?
4. Pour les plus braves, faire du « trading » en achetant au son des canons quand le marché est bien « survendu » pour vendre au son des violons quand il est bien « suracheté ».

* charlesgave@gmail.com